

Matières premières Un chocolat électoral

Et voilà le chocolat qui s'emballé ! La tonne de cacao livrable en juillet a poussé, mardi 27 avril, jusqu'à 3 227 dollars à New York pour se tasser un peu à 3 198 dollars, jeudi 29, sous l'effet de prises de bénéfice. Avec +14% depuis le 9 mars, sa progression a de quoi impressionner.

Pourquoi la fève joue-t-elle ainsi la star des marchés ? « Le schéma est toujours le même, répond Emmanuel Jayet, responsable de la recherche sur les produits agricoles à la Société générale. Tout dépend de la Côte d'Ivoire, qui pèse 40% de la production mondiale : si les pluies y sont bonnes, la récolte aussi, et les prix baissent ; si elles sont mauvaises, la récolte aussi, et les prix montent. »

Sans oublier que les paysans baoulés sont fatigués des prélèvements fiscaux sur leur fève qu'impose le gouvernement. Ils n'entretiennent guère leurs cacaoyères, en attendant de les transformer en plantations d'hévéas, puisque le latex est lui aussi en pleine forme et que le fisc n'a pas encore eu l'idée de l'imposer outrageusement.

« La dernière récolte ivoirienne a été inférieure de 13 000 tonnes par rapport à la précédente, précise Hervé Lievore, stratège chez Axa Investment Managers. Sa concurrente, la récolte ghanéenne, souffre aussi et est annoncée en baisse de 38 000 tonnes. Or les progrès des cacaoyères indonésiennes et malaisiennes ne parviennent pas à compenser ces déficits. »

Du côté de la demande, c'est l'inverse : la fin claironnée de la crise économique aux Etats-Unis relance les ventes de douceurs, fauteuses d'obésité, mais tellement succulentes. Quant à la Chine, elle se goinfre de chocolat pas du tout noir depuis cinq ans (+20% par an)

et le Salon de Shanghai, dédié en janvier à la fève dans tous ses états, a encore aiguisé sa gourmandise.

« La configuration est particulièrement favorable aux producteurs, en conclut M. Lievore, car avec des stocks faibles, ils peuvent reporter sans difficulté les hausses de coûts sur le gourmet final. Certes, l'élasticité-prix finira par jouer, car le niveau des cours est très élevé. Certes, les chocolats pas du tout "pur cacao" vont connaître un regain de faveur en raison de leur prix plus raisonnable. Mais comme les nouvelles plantations d'Indonésie et de Malaisie mettront cinq ans à produire, les prix de la fève vont demeurer soutenus et volatils. »

D'autant que les investisseurs sont repartis avec délice sur le sentier de la spéculation et que le patatouille électoral ivoirien est de bon augure pour eux. Que le président Laurent Gbagbo et ses challengers, Henri Konan Bédié et Alassane Dramane Ouattara, s'étripent pour savoir qui est « pur ivoirien » et qui a donc le droit de voter à l'hypothétique scrutin présidentiel, et le cacahuatl des Aztèques – « la nourriture des dieux » des conquistadores – vaudra de l'or. ■

Alain Faujas



La dette grecque affole les marchés

Les investisseurs s'interrogent sur l'exposition exacte des banques

La dette grecque serait-elle devenue le nouveau « subprime », ce crédit immobilier pourri qui a semé la panique sur les marchés en 2007 ? « Il y a une analogie incroyable », observe Sylvain Broyer, économiste chez Natixis à Francfort.

Comme les subprimes, la dette grecque s'est nichée un peu partout sur les marchés, en particulier dans les comptes des banques. Comme les subprimes, on ignore exactement qui détient quoi. Et comme pour les subprimes, les établissements financiers entament assez mollement une opération vérité pour décrire l'ampleur de leur exposition qui peine à convaincre.

Résultat ? Les marchés tremblent. S'affolent. Le mardi 27 avril a même pris des allures de « mardi noir ». Ce jour-là, les Bourses de la zone euro ont plongé après que l'agence de notation Standard & Poor's eut relégué la dette d'Athènes au rang de « junk bond » (« obligation pourrie »). Au total, entre lundi et jeudi, la casse a pu être limitée sur les marchés : la Bourse de Paris, notamment, a terminé sur la période en recul de « seulement » 2,80% grâce à un rebond de 1,42% jeudi. La perspective émise en fin de semaine d'un déblocage imminent du plan de sauvetage de la Grèce a rassuré les investisseurs.

Est-ce assez pour croire à la fin de crise ou ne s'agira-t-il que d'un bref sursis ? Les dirigeants n'ont plus le droit à l'erreur. « Il y a le

feu », estime Marc Touati, directeur de Global Equities. En ce moment, les investisseurs se disent « Who's next ? », qui sera le prochain pays sur la liste. « Pour eux, toute la zone euro est en danger ! », dit-il. Si le problème de la dette grecque n'est pas

En ce moment, les professionnels se disent « Who's next ? », qui sera le prochain pays sur la liste

endigué rapidement il pourrait se propager à celle de l'Espagne ou du Portugal. Deux autres « maillons faibles » de l'Union monétaire.

Et comme lors de la crise des subprimes, les banques se retrouveraient prises au piège. Les marchés

La Bourse d'Athènes fait le yo-yo

La Bourse d'Athènes a connu une semaine extrêmement agitée, au gré des inquiétudes sur un possible défaut du pays sur sa dette. Mardi 27 avril, l'indice Athex de la place grecque s'est ainsi effondré de 6%, après avoir perdu jusqu'à 7,40% en milieu de journée, à cause de prévisions de déficit public plus importantes que prévu et de la dégradation de la note du pays par l'agence Standard & Poor's. Les valeurs bancaires ont notam-

ment bien anticipé. Sur la période, les actions du secteur bancaire ont plongé en Bourse. Principales victimes : les banques françaises et allemandes, qui, selon la Banque des règlements internationaux (BRI), détiendraient les plus gros avoirs de dettes grecques.

Les cours de BNP Paribas, de la Société générale et du Crédit agricole, qui a fait état d'une exposition aux emprunts souverains de la Grèce à hauteur de 850 millions d'euros, ont chuté de l'ordre de 6% mardi.

Parmi les établissements allemands, la banque la plus engagée serait, selon les chiffres collectés par l'International Herald Tribune, jeudi 29 avril, la banque Hypo Real Estate, qui détiendrait à elle seule 7,9 milliards d'euros ! « Heureusement » pour celle-ci, aucune sanction boursière n'est à redouter. La banque n'est plus cotée depuis son sauvetage puis sa nationalisation

ment reculé en moyenne de près de 9%. Pour limiter la volatilité du marché, l'autorité boursière grecque a dû annoncer, mercredi, l'interdiction des ventes à découvert à la Bourse d'Athènes jusqu'au 28 juin. La perspective d'un déblocage rapide du plan d'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) a toutefois redonné un peu d'allant à la Bourse d'Athènes, qui a fortement rebondi de 7,14% jeudi.

en 2009... du fait de ses engagements dans les subprimes.

Dans ce contexte troublé, les résultats et chiffres d'affaires du premier trimestre, divulgués par certaines sociétés comme Total, PPR, France Télécom ou Renault, bons ou moins bons, sont passés totalement inaperçus.

En revanche aux Etats-Unis, c'est la crise grecque qui semble avoir été quelque peu ignorée par les opérateurs. Les inquiétudes existent. Les effets d'une grave crise en zone euro ne seraient pas indolores pour la première économie mondiale. Mais, à Wall Street, on semble considérer qu'il s'agit d'un problème purement européen. C'est ce que révèle l'évolution de l'indice Dow Jones dont le cours a reculé seulement de 0,33% sur la période.

De fait aux Etats-Unis, l'on ne parle plus de crise mais de reprise. Les résultats d'entreprises se redressent peu à peu. Et si la Réserve fédérale américaine (Fed) reste prudente, elle a pris acte qu'outre-Atlantique les choses allaient nettement mieux. Les investisseurs devaient en avoir la preuve vendredi lors de la publication du produit intérieur brut (PIB) du premier trimestre.

Une chose est sûre en tout cas, l'Asie, elle, n'a pas de souci de dynamisme. Selon une étude du Fonds monétaire international (FMI), le continent devrait connaître en 2010 et 2011 une croissance de son PIB de l'ordre de 7,1%. ■

Claire Gatinois

La valeur de la semaine L'emballlement sur le titre Lagardère retombe

Les actionnaires du groupe Lagardère, réunis en assemblée générale mardi 27 avril, ont fermement adressé une fin de non-recevoir aux exigences du financier américain Guy Wyser-Pratte. Détenteur de 0,53% du capital de Lagardère (actionnaire du Monde), ce dernier demandait à siéger au conseil d'administration du groupe de médias et souhaitait dynamiser le statut de commandi-

te qui permet à Arnaud Lagardère d'en garder le contrôle. Des résolutions rejetées à plus de 76%.

Au terme de cette manche remportée par M. Lagardère, l'action du groupe perdait 6%, passant sous la barre des 30 euros, à 29,70 euros. Un net recul qui s'inscrivait, il est vrai, dans une séance baissière, les investisseurs s'inquiétant des répercussions des difficultés grecques. Mais qui s'expliquait

aussi par un retour à la normale pour un titre ayant gagné 12% depuis le 25 mars et le début de l'offensive de M. Wyser-Pratte.

Jamais dans le long discours minutieusement préparé par M. Lagardère et ses conseillers en communication, il n'a été question de la valorisation boursière du groupe. Une présentation qui devait battre en brèche les très vives attaques dont a fait l'objet

son PDG de la part de l'assaillant. Avec un objectif : défendre la cohérence de la stratégie et l'implication personnelle de M. Lagardère dans l'entreprise qu'il dirige.

Un actionnaire n'a pas manqué de s'interroger sur l'absence de référence à l'évolution de l'action. Paré à cette éventualité, M. Lagardère a alors projeté un graphique montrant le cours de Bourse sur l'année 2009, se terminant sur une

quasi-stabilité. En prolongeant la courbe sur trois ans, la comparaison aurait été moins avantageuse pour le petit porteur, qui a vu son actif perdre près de la moitié de sa valeur. Mais l'actionnaire avait tout de même un motif de satisfaction : il s'est vu octroyer un dividende inchangé de 1,30 euro. Quant au titre Lagardère, il refranchissait la barre des 30 euros jeudi. ■

Laurence Girard



Capitiaux Pause forcée

Pas une entreprise n'a osé venir emprunter sur le marché obligataire en euros depuis le retour de la crise grecque. Quelques heures avant que Standard & Poor's ne dégrade la notation de la Grèce mardi 27 avril, transformant le pays en vulgaire émetteur de junk bonds (obligations pourries), deux sociétés ont toutefois lancé des émissions.

D'abord, le groupe technologique britannique Smiths Group Plc, qui a levé 300 millions d'euros sans souci. Ensuite le câble-opérateur néerlandais Zeego, qui a émis 1,2 milliard d'euros à huit ans. Mais comme cette entreprise est notée B+ par Standard & Poor's, et donc en catégorie « hautement spéculative », la suite a été chaotique. Après que la dégradation de la Grèce a été rendue publique, les inves-

tisseurs ont eu tendance à s'alléger. Et dans un premier temps, tout y est passé, même une signature de bonne qualité comme EDF. L'électricien a lancé le 21 avril une émission d'obligations arrivant à échéance dans vingt ans avec une prime de risque de 95 points de base (0,95%). Mardi, cette prime s'est élargie de 8 points de base, avant de revenir par la suite à son point de départ et de finir en gagnant 3 points de base sur son prix d'émission.

Une tension qui conforte les entreprises ayant sollicité récemment les marchés. C'est le cas des Galeries Lafayette, qui doivent rembourser 300 millions d'euros en décembre prochain. N'attendant pas la dernière minute, elle a emprunté pour le faire 300 millions d'euros à sept ans le 19 avril. N'ayant aucune notation, les Galeries Lafayette ont payé une prime de 180 points de base. Difficile de savoir ce qu'il lui aurait fallu payer ces derniers jours pour convaincre des investisseurs devenus bien plus frileux. ■

Isabelle Ehrhart

Taux et changes L'euro et les apprentis sorciers

Dans la crise grecque, certains dirigeants européens auraient-ils été tentés de jouer les apprentis sorciers ? Lamber un peu, dire sans le faire que l'on volera au secours d'Athènes, laisser planer l'incertitude : une stratégie idéale pour faire baisser l'euro et donner un coup de pouce bienvenu aux exportateurs du Vieux Continent...

Si tel était le cas, le pari est gagné. L'euro a fait un plongeon à 1,3115 dollar mercredi 28 avril, un plus bas depuis un an, avant de légèrement se redresser. Depuis le début de l'année, la monnaie unique s'est dépréciée de plus de 8% face au billet vert, affichant le plus fort recul de toutes les devises.

Mais la « stratégie » peut devenir incontrôlable. Et cette baisse de l'euro a aussi un coût qui, lui, ne cesse d'augmenter : celui de la dette grecque dont les taux d'intérêt ont atteint, ces derniers jours, des niveaux stratosphériques.

Mercredi, le rendement de l'obligation grecque à dix ans a brièvement dépassé les 11%. Inédit... A force de ne pas se presser, l'Union

européenne (UE) a démultiplié les craintes des marchés sur la solvabilité du pays.

Plus inquiétant encore, le mal grec semble en passe de contaminer d'autres Etats « périphériques » de la zone euro. Le Portugal, l'Espagne, aux prises avec des défi-

Dire sans le faire que l'on volera au secours d'Athènes : une stratégie idéale pour faire baisser la monnaie unique

cits élevés, ont à leur tour été confrontés à une montée du coût de l'emprunt. Tout cela dans une ambiance explosive attisée par une série de dégradations de notes souveraines. Ainsi, depuis mardi 27 avril, la dette de la Grèce est notée « BB+ ». Tout bonnement reléguée au statut d'obligation pourrie.

Secoués, les Européens ont changé de tactique et commencé à

appuyer sur la pédale d'accélérateur. Après des semaines vent debout, les députés allemands ont annoncé qu'ils ne feraient pas obstruction à l'activation du mécanisme d'aide à la Grèce.

Ultra-volatils, les marchés – taux, changes, actions – se sont immédiatement détendus. Les tractations entre Athènes, la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI) sont « sur le point d'aboutir », a confirmé jeudi le commissaire européen aux affaires économiques Olli Rehn.

« Sur le point », oui, mais quand exactement ? Après le « mardi noir » qui a vu les places financières dévisser et les taux d'intérêt exploser, « il aurait fallu aller tout de suite », estime Natacha Valla, chef économiste chez Goldman Sachs. Chaque jour de stress sur les marchés écorne la crédibilité de la monnaie unique : « On donne du grain à moudre aux eurosceptiques, tout cela va être long à reconstruire », prédit M^{me} Valla.

Dans l'attente du plan de sauvetage, l'euro reprend quelques couleurs. Mais que les exportateurs

se rassurent, la tendance reste à la baisse. Et pas seulement à cause de la tragédie grecque. Si la devise des Seize recule, c'est aussi parce que le dollar se raffermir sur fond de redressement de l'économie américaine.

« L'activité économique a continué de se renforcer, le marché du travail commence à s'améliorer », a écrit la Réserve fédérale américaine (Fed) dans un communiqué, mercredi. Certes, la reprise s'annonce « modérée » et la banque centrale a annoncé, une nouvelle fois, le maintien de son taux directeur à un plancher. « Pendant encore longtemps », a précisé la Fed, reprenant l'une de ses formules fétiches.

Mais de plus en plus d'analystes pronostiquent pour les prochains mois, un changement de vocabulaire. Puis, à terme, un resserrement monétaire propice à une appréciation du dollar. Au moment où la zone euro tente de se dépatouiller de ses problèmes de famille, la Banque centrale européenne (BCE) n'est pas franchement sur le même calendrier. ■

Marie de Vergès

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Lingot.....	27 520 €
Napoléon.....	162,80 €
20 \$.....	990 €

Aux Monnaies de la Bourse
TRANSACTIONS Tél. 01 42 60 16 17

La bise des marchés et la cigale athénienne



Economie
Pierre-Antoine Delhommais

Jean de La Fontaine avait donc tout compris, tout analysé, tout deviné, même la crise financière grecque. La bise des marchés est venue et la cigale athénienne s'est retrouvée fort dépourvue. La fourmi allemande n'étant pas prêteuse, c'est là son moindre défaut, il a fallu que Dominique Strauss-Kahn et Jean-Claude Trichet interviennent pour forcer sa nature et convaincre M^{me} Merkel de la nécessité d'agir au plus vite. Ce sont pas moins de 5 milliards d'euros que Berlin va, selon toute vraisemblance, déboursier pour sauver la Grèce, peut-être pas de la famine, mais au moins de la faillite. Cela fait cher le morceau de vermisseau.

Puisqu'on est dans les fables et les morales, restons-y. La crise grecque, c'est d'abord le triomphe de l'orthodoxie économique. De la gestion budgétaire rigoureuse, de l'obsession de la compétitivité et des excédents commerciaux à l'allemande sur les déficits et le gaspillage des deniers publics à la grecque. Lesquels, selon M. Papan-dréou lui-même, « au lieu d'être utilisés pour le développement ont fréquemment servi à acheter des maisons, des voitures, et à vivre dans la farniente ».

On ne résiste pas au plaisir de paraphraser une nouvelle fois le footballeur anglais Gary Lineker : « L'euro, c'est une monnaie qui se

partage à seize, et à la fin, c'est toujours l'Allemagne qui gagne. »

Sauf que là, dans l'affaire grecque, tout le monde est perdant. A commencer par l'Allemagne, vilipendée pour son égoïsme, critiquée pour ses tergiversations, et qui n'est pas certaine du tout de récupérer un jour ses 25 milliards. Le président de l'Institut de conjoncture allemand IFO, Hans-Werner Sinn, est persuadé que non. Les Grecs, publiquement humiliés, contraints de faire la manche et promis à des années d'austérité. La zone euro, qui a affiché ses divisions et révélé ses gravissimes défauts de structure et de conception. Les banques françaises, qui

ont démontré leur imprudence en se gavant d'emprunts grecs (52 milliards d'euros). Jean-Claude Trichet qui, après avoir exclu catégoriquement que le FMI puisse intervenir, a dû s'y résoudre, ce qui a fait gentiment dire à M^{me} Lagarde « qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis ». L'Elysée, aussi, persuadé dans un premier temps que la crise grecque avait du bon puisqu'elle permettait de faire baisser l'euro et de relancer les exportations et qui n'a rien fait pour arrêter à temps la gangrène. Les dirigeants politiques, qui ont prouvé leur impuissance face aux mouvements d'humeur des marchés financiers. Les contribuables européens, enfin, qui seront sollicités tôt ou tard pour payer in fine un prêt à la Grèce que les Etats eux-mêmes financent par l'emprunt. On ne fait que creuser des trous et des déficits pour en boucher d'autres.

Après tout, l'affaire grecque ne serait pas si grave si on pouvait se dire qu'elle est terminée. Les 120 milliards qu'Athènes va toucher devraient certes lui éviter une crise de liquidités et un défaut de paiement. Ils ne serviront en revanche pas à grand-chose pour résoudre sa crise de compétitivité. Il faut tout changer de « fond en comble », reconnaît M. Papan-dréou, faire en trois ans ce qui n'a pas été réalisé en

trente ans. Passer de la fabrication d'huile d'olive à celle de produits industriels performants, transformer les Cyclades en Silicon Valley, ce n'est pas gagné. Et ce qui vaut pour la Grèce vaut aussi pour le Portugal et l'Espagne. Comment ces pays feront-ils pour retrouver de la croissance sans pouvoir dévaluer tout en pratiquant des politiques de rigueur extrême ? Une fois n'est pas coutume, les agences de notation semblent avoir fait preuve de simple bon sens en abaissant cette semaine la note de ces trois pays. Au lieu de cela, on préfère dire, comme l'Elysée, qu'elles ont une attitude « criminelle ». Le politiquement correct ne fait pas bon ménage avec l'économiquement sérieux.

L'affaire grecque ne serait pas si grave si on pouvait se dire qu'elle est terminée

C'est aussi au nom du politiquement correct que personne, il y a quinze ans, n'avait voulu prêter attention aux dirigeants de la Bundesbank qui expliquaient, un peu abruptement, certes, qu'il était dangereux – pour eux comme pour leurs partenaires – que les pays d'Europe du Sud rejoignent trop tôt la zone euro. A l'époque, c'était tellement facile, les gnomes de Francfort furent accusés de racisme monétaire. Ce ne sont sûrement pas aujourd'hui les Grecs, durablement promis à vivre l'horreur économique, qui diraient que ces avertissements et ces réserves étaient injustifiés.

En ces temps si sombres, il convient de dire un grand merci au Parti socialiste français, dont la lecture des 23 pages du document de travail pour un « Nouveau modèle économique, social et écologique »

nous a fait passer un bon moment. Et bien fait rire. On a préféré en rire pour ne pas en pleurer. Eric Le Boucher, dans un point de vue publié sur le site Slate, a trouvé ce texte « consternant ». Comme nous. Il évoque le retour des années 1970. C'est cela. Une sorte de programme commun mais nappé de sauce verdâtre, un cocktail de dirigisme et d'écolo-boboïsme, Georges Marchais revisité par Nicolas Hulot.

A bas l'entreprise et vive l'Etat, qui seul garantira le bien-être économique pour tous ! Dans ce monde idéal vers lequel le PS promet de nous conduire en 2012, tout sera juste : le commerce (le juste-échange remplacera le libre-échange), les salaires, la fiscalité locale, la rémunération des agriculteurs, les services publics, etc. L'industrie sera forte, cela va de soi, et le consommateur sera remplacé par un « consomm'acteur ». Tout sera fait pour les jeunes mais aussi pour les retraités – à 60 ans – « parce qu'il y a une vie après le travail qui mérite d'être vécue pleinement ».

Le plus inquiétant, dans ces 23 pages, ce n'est pas tant l'absence de mesures concrètes et détaillées pour édifier ce paradis, ce n'est pas tant la stratégie d'évitement sur des sujets essentiels (la gouvernance mondiale, la concurrence de la Chine, la compétitivité, la dette publique), ce n'est pas tant le manque total d'inventivité et la mièvrerie générale du discours et son côté « Oui-Oui fait de l'économie ». Non, c'est l'impression de grand renfermement qui le parcourt de bout en bout. De peur du monde extérieur, de grand repli sur soi, une volonté de se réfugier dans une sorte de cocooning économique. « Collectivement, une société sous pression est une société stérile, incapable de créer, d'innover. » Tout est dit. ■

Courriel : delhommais@lemonde.fr

Le Monde Voyages

1^{RE} UNIVERSITÉ Le Monde À ISTANBUL

AVEC LA PARTICIPATION DE
FRÉDÉRIC MITTERRAND, JACQUES DELORS,
EGEMEN BAGIS, ÉLIE BARNAVI,
ÉLISABETH GUIGOU, PIERRE LELLOUCHE...

DU 18 AU 22 OCTOBRE 2010

Trois jours de débats animés par Éric Fottorino

Le livre du jour Réalisme humanitaire

L'action humanitaire est-elle à un tournant ? Fini les grandes missions idéalistes un peu naïves ; place désormais aux humanitaires réalistes conscients de la prééminence des diplomaties traditionnelles et de leurs incontournables contraintes. Le livre de Denis Viénot incarne ce virage conceptuel de l'école de pensée fondée sur la sécurité collective et la supériorité du droit et de la justice sur la force.

La Justice dans la peau
Denis Viénot,
préface d'Eric Fottorino
Desclée de Brouwer,
386 p., 25€

Présenté sous forme de fiches thématiques, le témoignage de ce professionnel des opérations d'urgence, ancien président de Caritas Internationalis (2005-2007) et actuel président des Chrétiens en forum, est à la fois poignant et discret. Poignant, son regard sur la lutte contre la misère du monde, sans pitié pour les puissants et sans relâche aux côtés des exclus. Discret, quand il s'exprime à la première personne du singulier pour mieux se cacher. C'est une invitation qu'il lance au lecteur : prenez ma place, semble-t-il dire, et plongez-vous, l'instant d'un voyage, dans l'abîme du monde. Un discours qui rompt avec celui de certains « soldats de l'humanitaire » donneurs de leçons.

Ici, le seul enseignement que ce diplômé en droit et sciences politiques nous invite à tirer repose sur une idée : il n'y a pas de fatalité au chaos ni de place pour la complaisance. Il n'est certes pas le seul à affirmer que chacun est responsable de la pauvreté qui ronge le monde. Mais il nous livre aussi un panorama exhaustif sur la mutation du secteur humanitaire et sur l'obligation des ONG à rationaliser davantage leur activité pour mieux s'adapter aux défis et menaces qui pèsent sur nos sociétés. Il

ouvre également de nouvelles pistes de réflexion. Comme, par exemple, sa volonté de placer la solidarité sous le label de la « géopolitique », concept jusque-là réservé aux actions de l'Etat.

Désormais, l'humanitaire aussi doit « penser global », associer la géographie à sa grille de lecture, perfectionner ses réseaux et rendre des comptes aux populations sinistrées comme aux opinions publiques des pays donateurs. Avec Denis Viénot, la grammaire de l'humanitaire s'enrichit. Son expérience à la tête de Caritas Internationalis, cette confédération internationale d'organisations catholiques, établie dans 198 pays et territoires et représentée en France par le Secours catholique, le hausse au rang de défricheur du monde, sans prosélytisme religieux ni artifices. *La Justice dans la peau* est une sorte de manuel pratique de l'action humanitaire, un véritable bréviaire du

Il n'y a pas de fatalité au chaos ni de place pour la complaisance

« soldat solidaire » des laissés-pour-compte. Il faut lire les articles « Roms, les frontières du village » et « Sida, les catholiques : un quart des réponses mondiales et sans jugement », pour découvrir l'insoutenable jusqu'en Europe centrale et la stupidité des discours officiels.

Lui, Denis Viénot tourne le dos aux idées préconçues. Il soulève la grille des Etats, plaquée sur le monde, pour mieux rendre compte de l'exclusion. Si cet exercice se veut le reflet d'un changement de paradigme pour l'action humanitaire, il traduit aussi les convulsions d'un monde décousu, émietté et dangereux où le cynisme devient la norme, la solidarité l'exception. ■

Gaïdz Minassian

ILLUSTRATION : ISABEL ESPANOL

AVANT L'UNIVERSITÉ QUATRE POSSIBILITÉS DE VOYAGES EN TURQUIE, ARMÉNIE ET BULGARIE*.

Pour tout renseignement, contactez le 01 56 81 38 12 – info@lemondevoyages.fr

Site Internet : www.lemondevoyages.fr

* NOMBRE DE PLACES LIMITÉ.